

■ JOB - TOULOUSE

Face au gaspillage de l'entreprise, orchestré depuis 1995 par Vincent BOLLORE, au profit du papetier allemand SCHEFEULEN, l'ensemble des salariés et leur syndicat Cgt, grâce à leur capacité d'initiative, ont mis tout en œuvre pour faire échec à la stratégie de démantèlement de leur société.

Mais face à l'hypocrisie assassine du patronat et à l'immobilisme complice du gouvernement, le redémarrage de leur outil de travail n'a pu s'effectuer et la liquidation judiciaire a été prononcée, 165 emplois ont disparu.

Aujourd'hui, après la signature d'un plan dit " social " les salariés regroupés au sein de leur association " **APRES JOB** " (association pour le retour à l'emploi des salariés JOB) restent mobilisés :

L'action syndicale est loin d'être terminée, elle se déroule dans d'autres conditions, mais la solidarité des salariés licenciés demeure effective et nécessaire pour que chacun-e obtienne une solution sociale au regard de l'engagement total de tous, dans la lutte menée et à la hauteur du préjudice subi.

Il est sûr qu'on entendra encore parler de JOB.

IMPAC

A Job Toulouse, les salariés de l'usine des Sept-Deniers ont fait la triste expérience de ces ministres aux abonnés absents. Il paraît qu'existe encore un ministère de l'Industrie. S'adressant à lui, les Job ont été aiguillés immédiatement sur Bercy, les Finances. Et les Finances, en guise d'Économie, les ont renvoyés sur un plan social. Cette pratique de la démission industrielle n'est en aucun cas inéluctable. Une politique industrielle peut voir le jour, et renaître de ses cendres. L'homme de Cintegabelle, voisin de Job Toulouse, le locataire de Matignon, Jospin puisqu'il faut l'appeler par son nom, avait tous moyens de prendre une initiative simple : il liait les commandes encore dans les carnets et les capacités de produire de Job avec l'usine de pâte à papier de Saint-Gaudens, unité de production déjà contrôlée pour partie par le conseil régional. Et, sans offenser les Job, pour le gouvernement, Job ne pesait que quelques miettes. C'était facile pour Jospin, dérisoirement facile d'empêcher Scheufelen de réussir son raid contre l'usine de Toulouse, d'organiser le pillage du savoir-faire et de la technologie, et, profitant de la liberté ultralibérale octroyée à la circulation des capitaux, de ramener le tout dans son antre d'outre-Rhin.

En revanche, il est inadmissible, intolérable, un peu honteux même, d'admettre que le gouvernement, mis en place par de grandes espérances sociales, s'incline devant un pirate de seconde zone comme Scheufelen. Le prix du plan social montre que le pouvoir politique est prêt à payer cher pour ne pas intervenir dans l'économie, pour acheter une place de marginal et de spectateur des grandes manœuvres industrielles, pour faire comprendre en somme combien il tient à sa démission devant le marché. Son renoncement se situe au cœur de l'équilibre gouvernemental, et cette pratique appelle un nom de baptême, le social-libéralisme.